

Zeitschrift:	Reihe Kriminologie / Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie = Collection criminologie / Groupe suisse de travail de criminologie
Herausgeber:	Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie
Band:	19 (2001)
Artikel:	La violence urbaine : constitution et présentation d'un problème public dans la presse
Autor:	Collovald, Annie
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1051165

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ANNIE COLLOVALD

LA VIOLENCE URBAINE

**CONSTITUTION ET PRÉSENTATION D'UN PROBLÈME PUBLIC
DANS LA PRESSE**

On a tenté, sur la base de l'ensemble des articles de presse portant sur les désordres urbains en France depuis 1981, de reconstituer la dynamique des interprétations journalistiques sur ce thème.¹ Un phénomène massif mérite attention. Dans le cours du temps, s'opèrent une progressive homogénéisation des points de vue adoptés et la constitution d'une catégorie de perception («la violence») à la fois suffisamment floue pour rallier à elle, pour des raisons et sur des modes différents, la plupart des journalistes et suffisamment puissante pour s'imposer comme la plus pertinente pour comprendre les phénomènes nouveaux de délinquance. Comment cette catégorie s'est-elle élaborée et établie? Quels en sont les effets? Ces deux questions ont guidé l'analyse. Elles sont importantes non seulement pour saisir la façon dont actuellement la presse donne à voir et à entendre les désordres sociaux, mais également pour repérer une série de transformations qui a touché à la fois les représentations des commentateurs et acteurs politiques sur le «malaise des banlieues» et les modalités des actions publiques destinées à y faire face. En effet, la «violence urbaine» comme catégorie de pensée n'est pas le résultat de la seule activité journalistique mais celui d'un travail collectif d'interprétation auquel les journalistes ont participé avec d'autres acteurs – experts, sociologues, technocrates, hommes politiques. Ici, un enjeu paraît avoir été central: sinon évacuer le problème de l'im-

1 Une partie de ce travail a été financé par la Délégation Interministérielle à la Ville. Une version abrégée du rapport auquel l'enquête a donné lieu est parue dans les éditions de la DIV en 1999 sous le titre «Violence et délinquance dans la presse. Politisation d'un malaise social et technicisation de son traitement».

migration (et des immigrés) du moins en parler autrement, d'une certaine façon sans le dire, en lui substituant d'autres critères d'identification, plus abstraits et moins directement politiques comme cela était le cas au tout début des interprétations émises en 1981.² Cette substitution n'est pas sans conséquence. En modifiant l'identification du problème, elle en change le sens et la signification, provoque une moralisation de la compréhension du malaise social perçu, jouant au détriment d'une approche sociale de ses conditions d'apparition et de résolution.

Construction d'une catégorie floue

Trois phases ont rythmé l'histoire de la constitution de la catégorie «violence urbaine». On peut les reconstituer en examinant, pour chacune d'entre elles, les schèmes d'interprétation mobilisés mais aussi les informations et les informateurs retenus, tout ce qui constitue l'activité de «cadrage» de la réalité observée.

De 1981 à 1992: des inquiétudes en concurrence sur l'immigration

Bien qu'il soit présent dans le débat politique de la fin du septennat giscardien, le problème des «banlieues»³ ne surgit véritablement qu'en 1981 avec les rodées des Minguettes et il surgit sur le mode de la surprise et de la stupeur. C'est qu'ils placent sous le jour inquiétant de «l'émeute» une jeunesse «immigrée» qui, jusque-là, n'avait pas retenu l'attention: la perspective sur l'immigration restait focalisée, en effet, sur les «travailleurs immigrés» victimes, aux yeux de la plupart des contemporains, d'une exploitation sans borne, de conditions de logement intolérables et d'actes racistes stigmatisés. Face à ce «fait sans précédent» que constitue ce qui s'est passé dans la ban-

2 On a plus précisément analysé cet enjeu in «Des désordres sociaux à la violence urbaine», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136–137, mars 2001.

3 Il y apparaît dans le registre de l'urbanisme et de la qualité de vie. «Changer la ville, changer la vie» comme le disent aussi bien les socialistes de «la deuxième gauche» que la droite réformatrice.

lieu lyonnaise et qui devient immédiatement un enjeu politique majeur inscrit d'emblée sur l'agenda gouvernemental,⁴ c'est l'incompréhension, et les interprétations se cherchent; les commentaires sont désordonnés. Si des journaux opposés au gouvernement socialiste cadrent leur interprétation sur le cas anglais (c'est une émeute des immigrés délinquants, on est en situation d'apartheid), ceux proches du pouvoir du moment hésitent entre un complot de l'extrême droite manipulant les jeunes immigrés et la misère de ceux qui vivent dans des habitats dégradés et sans travail (les prises de position des hommes politiques sont alors semblables). Reste que, à cette occasion et au-delà des options idéologiques, les banlieues sont étroitement associées au problème de l'immigration et que cette association s'impose à droite comme à gauche, chez les journalistes comme chez les responsables politiques même si, à gauche, c'est sur un mode retenu et réticent. Les incidents de Vénissieux en 1983 renforcent, en les cristallisant, ces interprétations. Le mouvement SOS Racisme, mené par des jeunes beurs, qui naît à la suite de ces événements vient, à sa façon, attester que l'enjeu renvoie alors aux perceptions stigmatisées des jeunes «immigrés» et que la solution imaginée passe par leur mobilisation politique.

Même si l'intérêt retombe ensuite, de 1981 à 1990 (une dizaine d'articles par année), *Le Figaro* et *France Soir* continuent à faire du «malaise des banlieues» leur sujet de prédilection. Dans leur «une» ou leurs pages intérieures, ils associent banlieue, immigration et violence, découvrent toujours plus de phénomènes à rattacher à la violence urbaine – policiers blessés (1984), violence au collège (1986), attaques d'employés SNCF (1989) – et politisent le problème en interpellant le pouvoir politique. Les qualificatifs alarmistes foisonnent: «bandes de loubards», «délinquants maghrébins», «banlieues sanctuaires des gangsters», «loi des bandes». Les échauffourées de Vaulx-en-Velin à la fin 1990 puis l'apparition de phénomènes simi-

4 Des mesures d'urgence sont prises, des crédits débloqués pour empêcher le retour de nouveaux «étés chauds».

laires dans d'autres villes (Argenteuil, Sartrouville, Mantes La Jolie, Grenoble, Epinay) relancent la couverture médiatique (plus de 150 articles). La plupart des organes de presse insistent sur les banlieues (et non sur les quartiers populaires), focalisent l'attention sur les «minorités du pire» et les lient définitivement à la question plus générale de l'immigration (tous voient d'abord des immigrés et non des enfants d'immigrés membres des classes populaires en déshérence). Tous rejoignent les considérations des journalistes les plus radicaux sur cette question et la politisent même si c'est différemment.

Il y a ceux qui en font un problème de subversion de l'ordre public mettant en danger l'ordre social et politique. Ce sont eux qui monopolisent alors le débat public (leurs articles et dossiers sont les plus fréquents). Or ici *Le Figaro*, *France Soir* sont rejoints par les hebdomadaires avec des éditos jouant sur la peur sociale et l'émotion: «banlieue où le pire est possible» (*Le Figaro*), «la poudrière des banlieues» (*L'Express*), «la première bombe» (*L'Événement du Jeudi*), «la guerre des pierres» ou «Intifada» (*Le Nouvel Observateur*). Les «voyous» des premiers temps cèdent la place «aux casseurs des ghettos» (*Le Nouvel Observateur*, *L'Express*) et aux «classes dangereuses» (*Le Nouvel Observateur* qui établit en 1982 le premier la comparaison avec la «jungle» de Los Angeles). Avec de tout autres considérations, des termes relativement semblables sont employés par une presse extrémiste: *National hebdo* insiste en effet sur les «banlieues immigrées», «le péril jeunes». Certains évoquent clairement la thèse de la manipulation par des commandos du milieu pour déstabiliser la police et ne voient dans les auteurs de troubles que des trafiquants de drogue (*Le Figaro*, *Le Figaro Magazine* font de nombreux dossiers sur la montée de l'insécurité et accusent «d'angélisme» et de laxisme les socialistes au pouvoir etc.).

Il y a ceux comme *Le Monde*, *Libération*, *l'Humanité*, *Témoignage Chrétien* qui persistent à voir dans ces incidents l'expression d'un malaise social mais les rattachent au problème de l'intégration («des immigrés de seconde génération», les «fils de Harkis» sont mis en

avant). Mais ils sont plus en retrait. Leur traitement est plus épisodique comme s'ils étaient relativement désarmés pour interpréter les événements ou ne trouvaient pas leur marque pour produire un commentaire dépassionné (leur mode routinier de traitement de l'information) sur cet enjeu «chaud». Pour eux, également, les désordres urbains sont liés à la non résolution du problème de l'immigration.

Ainsi même si une division oppose l'ensemble des journaux, les échauffourées de 1990–91 sont relues sur le modèle du précédent des Minguettes (et pour certains des exemples étrangers, notamment les plus spectaculaires, Palestine et États-Unis) qui cadre leur perception sur «la violence», les «émeutes», les «immigrés», les ghettos ou les cités dortoirs sans âme, la désespérance des jeunes. Malgré leurs sensibilités et jugements différents, les journalistes tendent, par le fait même de faire des articles sur les incidents survenus dans les quartiers «sensibles», à forger une représentation des banlieues qui les constitue en territoire social *spécifique*, à part, rassemblant plus qu'ailleurs les populations immigrées et organisé par d'autres règles de vie que celles qui ont cours dans l'ensemble de la société. Là serait à l'œuvre (à l'inverse de ce qui se passe ailleurs) une dissolution des liens sociaux, ce dont témoignerait la violence des rapports sociaux qui le structure. Serait ici, mais retraduite sous une autre forme, une vision semblable à celle qui domine alors dans le monde politique et gouvernemental: le ministère de la Ville, créé au même moment (décembre 1990), voit ses fonctions définies en termes de traitement *territorialisé* de l'exclusion. La loi d'orientation sur la ville avait d'ailleurs pour nom, avant de tomber dans le domaine public en 1991, la loi «anti-ghetto».

De 1992 à 1997: renversement des perspectives et constat sur la «violence»

Les années 1992–1997 forment une période creuse pour la rubrique «désordres urbains» (on passe d'une trentaine d'articles en 1992 à une dizaine en 1996, puis une cinquantaine en 1997). Là encore *le Figaro* et les hebdomadaires monopolisent le traitement des problèmes des «banlieues» et imposent le thème de l'insécurité. Mais un changement se produit. Leur vision alarmiste, où le cas américain préfigure les dangers encourus par la société, gagne les autres journaux. On parle des «desperados de la banlieue est» (*Le Nouvel Observateur*), d'une «cote d'alerte dépassée» (*ibidem*); «les banlieues ont cassé dans Paris» titre *le Figaro* lors de la manifestation lycéenne contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle), les guérillas deviennent incessantes et larvées (*Le Figaro*), la violence gagne le métro («la série noire» titre ce quotidien); à leurs yeux, l'autorité de l'État est ébranlée et il faut la rétablir. Le rapporteur RPR G. LARCHER sur la loi d'orientation sur la ville, une spécialiste des violences aux États-Unis (S. BODY-GENDROT) sont interviewés et à partir de 1996, *le Figaro* cite des chiffres sur les délits en hausse, le nombre d'agents de la RATP agressés par jour. Même les autres journaux, jusque-là réservés, reprennent la vision dramatique. *Le Monde*, par exemple, le plus souvent minimaliste sur la question des désordres urbains, commence à partir de 1995 à évoquer une police inquiète de «la banalisation de la violence urbaine», des transports publics gagnés par l'insécurité, une délinquance considérablement rajeunie (elle commence à 10 ans, signalent les rédacteurs de ce quotidien). Des analyses statistiques sont avancées qui témoignent de l'objectivité de ce phénomène. L'homogénéisation des points de vue contribue à créer un cadre cognitif nouveau sur le «problème des banlieues» par lequel s'opère un renversement des perspectives anciennes. «Les gosses de la violence» écrit *L'Express*. C'est la violence qui crée la jeunesse, la violence est la caractéristique et le mode d'existence essentiel d'une jeunesse défavorisée, notamment immigrée. Elle devient «la» catégorie nécessaire pour penser les jeunes habi-

tants des banlieues. La distinction ne passe plus désormais par la reconnaissance ou la contestation de l'existence d'actions violentes mais par la désignation de ceux qui sont réputés en être les auteurs: les «jeunes immigrés» pour les uns, les «jeunes» pour les autres.

A droite comme à gauche, dans la presse la plus mobilisée comme dans celle qui était restée jusqu'alors réservée, la parole est donnée aux élus locaux, aux professeurs «déprimés» et aux chauffeurs de bus qui témoignent des agressions dont ils sont les victimes. Reprise est faite des propos des membres du gouvernement («zones grises», «zones de non droit», «insécurité» et «répression renforcée») véhiculant en contrebande le lexique policier des combats contre les infractions des «immigrés». Des sociologues sont appelés à donner leur avis sur l'autopsie d'une émeute, l'insécurité urbaine, «la citoyenneté, la civilité et la sécurité»: nouveaux sociologues spécialisés (comme SÉBASTIEN ROCHÉ) ou sociologues reconvertis dans l'analyse de «la violence» et de «l'insécurité» (comme HUGUES LAGRANGE, FRANÇOIS DUBET, DIDIER LAPEYRONNIE, ADIL JAZOULI, CHRISTIAN BACHMANN), ils expliquent l'insécurité par des «défauts» ou des «ratés» de la socialisation qui renvoient à la dislocation de l'autorité parentale, au conformisme déviant à la société de consommation, ou encore à un «handicap socioviolent». Les styles de vie de cette jeunesse, auparavant perçus comme étranges, deviennent radicalement étrangers aux normes de toute société civilisée et prouvent un «affaiblissement de l'autocontrôle». Un consensus unissant tous les commentateurs autorisés du «malaise des banlieues» s'instaure ainsi, en dépit des désaccords politiques ou intellectuels, sur le caractère radicalement inédit et pathologique des comportements observés. La conjoncture politique et intellectuelle est propice à cette recomposition du cadre cognitif appliqué aux banlieues (c'est-à-dire aussi à la pauvreté, à l'immigration, à la jeunesse sans avenir).

A partir de 1997 et le retour au pouvoir des socialistes dont le Premier ministre fait du problème de lutte contre la délinquance un de ses deux objectifs principaux, l'inscription sur l'agenda gouverne-

mental de gauche de cette préoccupation confère à la «violence urbaine» un autre statut, à la fois plus légitime et plus abstrait politiquement. Que de multiples collectifs, parfois éloignés de l'activité politique, l'inscrivent également en haut de leur agenda respectif renforce encore cette rehausse du problème de la violence et lui confère l'allure d'un enjeu consensuel, «neutre», débarrassé de tout souci strictement politique ou électoraliste. Ces collectifs manifestent, en effet, publiquement leur lassitude devant les agressions dont ils sont l'objet. Les maires se mobilisent contre la violence, les syndicats (de la RATP et de l'enseignement), les habitants des quartiers touchés font grève ou défilent dans la rue, ce qui est largement couvert par la presse.

Commence ainsi à s'établir une sorte de constat dominant sur la brutalité dont font preuve à l'égard de la plupart des autorités des enfants et adolescents mal ou pas socialisés aux normes de la vie en société et sur l'urgence qu'il y a à en arrêter le cours. Un consensus unissant tous les interprètes autorisés du «malaise des banlieues» est en train de se cristalliser sur le caractère radicalement nouveau et inédit des phénomènes observés et sur la nécessité de les réprimer pour empêcher la «contagion» de la violence.

A partir de 1998, imposition d'une représentation d'experts

Dès lors, «la violence» n'est plus seulement un problème d'État qui ne peut que rassembler tous ceux qui sont attachés à la continuité de l'autorité étatique et de l'ordre public, quelle que soit leur opinion politique; elle devient aussi le prisme à travers lequel les désordres sociaux sont compris et traités par la presse, l'État, les intellectuels, les experts. Plus de 150 articles paraissent en 1998, lancés par la nuit de la Saint Sylvestre agitée de Strasbourg. Les «unes» se multiplient sur «la» violence, les journalistes politiques s'emparent du thème pour en traiter d'une façon généraliste. De nouveaux journalistes apparaissent pour couvrir ce thème, souvent dans les pages intérieures

de chaque quotidien, dont les compétences sont plus spécialisées (en droit notamment) et font de la violence urbaine leur spécialité. Dans le même temps, ceux qui «flambent Strasbourg» (*Le Nouvel Observateur*) perdent en quelque sorte leur origine sociale et ethnique: les «enfants casseurs», «la violence des jeunes» notent aussi bien *Le Figaro* que *La Croix*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur*. Ils perdent même leur «genre» puisque des journalistes (après ceux du *Figaro*) notent l'émergence de bandes de filles tout aussi violentes que les garçons. Aussi bien *Le Figaro* que *Le Monde* insistent sur la violence qui gagne des générations plus jeunes et s'inscrit dans les peurs de ceux qui les côtoient. «Les nouveaux visages de la violence» titrent *Libération* et *le Figaro*. Le thème de l'insécurité s'impose définitivement.⁵

A côté de cet accord qui s'établit sur la montée et l'extension de «la» violence «des jeunes», sur l'inscription de ce problème à l'ordre du jour des préoccupations des grands du journalisme, les initiatives gouvernementales et les prises de position des membres du gouvernement sont largement commentées et donnent lieu à évaluations, débats et critiques. La plupart des journaux dissèquent les dissensions (au tout début 1998, après les événements de Strasbourg) entre les bureaucraties d'État que sont la police et la justice, les avis contraires du ministre de l'Intérieur et du garde des Sceaux (sur les formes de pénalisation à mettre en œuvre) contribuant ainsi d'une part à inscrire les manières de penser le problème propres aux responsables hiérarchiques de chacun de ces secteurs dans leur propre façon d'analyser les événements et d'autre part à imposer l'idée que le règlement de la «violence» passe par sa sanction. De la même façon, les sources officielles délivrées par ces administrations sont utilisées et commentées (les chiffres différents sur la montée de la délinquance et des délits sont publiés⁶), les analyses effectuées par des acteurs atta-

5 Par exemple: «Insécurité: le pire est devant nous», *Le Figaro Magazine*, 3 février 2001. «Après la Défense, la guerre des bandes continue», *Le Parisien*, 30 janvier 2001. «Les vrais chiffres de l'insécurité que la police nous cache», *Le Figaro Magazine*, 17 juin 2000. «Insécurité, les vérités qui dérangent», *Le Nouvel Observateur*, 13–23 février 2000.

6 Pour une critique récente des statistiques sur la «violence», MUCCHIELLI (L.), «L'expertise policière de la «violence urbaine»», *Déviance et Société*, 4, 2000.

chés soit à certaines hauteurs administratives soit au Gouvernement sont auscultées et expliquées (entretien avec une commissaire de police, L. BUI TRONG, dans *Le Monde*, sur son échelle graduée de la violence,⁷ présentation du rapport au ministre de l'Intérieur fait par S. BODY-GENDROT et N. LE GUENNEC sur les violences urbaines, nombreux rapports parlementaires). Le fait que ce soit *Le Monde* qui couvre ainsi les problèmes de violence (il y aura également dans un dossier en trois volets des pages entières consacrées aux «violences en France» en janvier 1999) est important: il montre que cette question est devenue un enjeu consacré et en même temps il conforte sa consécration en fait social irréfutable, requérant l'expertise et le débat entre spécialistes plus que des prises de position idéologiques. Que des sondages sur le sentiment d'insécurité des Français (*Nouvel Observateur*, *Le Figaro*) soient publiés (c'est alors une nouveauté), venant attester de la gravité de la situation présente et des demandes sociales majoritaires pour une meilleure tranquillité de vie contribue à rendre légitimes les attentes en matière d'ordre et de sécurité et à faire définitivement des solutions de sanction préconisées les seules solutions politiques possibles au problème posé.

Une reformulation de la «question sociale»

S'établit ainsi un réseau élargi d'échanges des expertises et se consolide une interprétation «haute» des phénomènes de violence urbaine qui ferme les points de vue adoptés par les journalistes sur ceux délivrés

7 *Le Monde*, 8 décembre 1998. La présentation de cette commissaire de police, dans laquelle est rappelée sa formation de normalienne, tend à montrer que ce problème est traité de façon «intellectuelle» (à la fois savante et dépassionnée) par ceux qui ont, au sein de la police, en charge de lui trouver une solution. À travers elle c'est une autre image de la police qui est présentée, moins sujette aux rapports de force violents, plus réfléchie et «intelligente», ce qui justifie l'écoute de ses analyses voire la reprise des points de vue qu'elle propose. L. BUI TRONG a écrit de multiples articles sur cette question mais dans des revues réservées à des «connaiseurs» et des praticiens, voir par exemple, «Des bandes aux pillages puis aux émeutes: problématiques du maintien de l'ordre», *Les dossiers du CNEF*, Gif-sur-Yvette, 1993. «L'insécurité dans les quartiers sensibles: une échelle d'évaluation», *Les cahiers de l'IHESI*, 14, 1993. «Incivilités et violences juvéniles collectives dans les quartiers sensibles», *Les Cahiers dynamiques*, Revue de la protection judiciaire de la jeunesse, 4, 1996. Voir également son récent ouvrage, *Violences urbaines. Des vérités qui dérangent*, Paris, Bayard, 2000.

par un ensemble d'acteurs liés à l'État. Le Gouvernement mais aussi ses différentes administrations affectées, à un titre ou à un autre, par les conduites agressives des «jeunes» (police, justice, école, habitat social) se sont, en effet, constitués en observatoires de la violence (produisant des statistiques et des analyses nourries de leur pratique professionnelle) et offrent aux journalistes des informations et des interprétations directement mobilisables pour écrire des articles informés et «sérieux». C'est à une clôture du pensable à laquelle on assiste qui s'accomplit au détriment des interprètes anciens des mouvements de jeunesse ou des phénomènes urbains et d'une représentation sociale élargie des problèmes de la pauvreté, plus proche des conditions de vie des populations démunies: ne sont plus évoqués les problèmes des logements sociaux et de la gestion politique du parc locatif, du chômage ou de la précarité sociale et sont rendues quasiment invisibles les politiques publiques anciennes (politiques sociales et politiques de l'immigration) qui ont conduit, pour une part, à cette situation. Ne sont plus signalées toutes les autres formes de violence existantes comme les violences subies ou celles retournées contre soi (chômage, insécurité salariale, mauvais traitements, discriminations sociales, aggravation des sanctions pénales, suicide, consommation d'alcool et de drogue). Une division des savoirs et des interprétations s'établit, qui renvoie aux journaux les moins légitimes ou les plus marginaux dans cet univers les points de vue plus arrimés à la singularité des situations vécues. Ainsi, seuls *L'Humanité* et *Le Parisien* continuent, même si eux aussi font appel à ces experts, à aller sur le terrain, donner la parole en direct aux habitants des quartiers défavorisés ou à ouvrir leurs pages à des ethnologues, psychologues, travailleurs sociaux ou aux élus des banlieues: tous ceux qui sont professionnalisés dans l'encadrement des plus démunis (et non dans le contrôle ou l'observation de la violence ou des comportements agressifs).

La clôture du pensable et des argumentaires dans une problématique proprement institutionnelle transforme définitivement «le malaise des banlieues». D'enjeu social et politique, il se métamorphose en une question technique dont l'examen, consacré par les nom-

breux rapports, comptes rendus ou discours officiels, appelle le débat entre experts et dont le traitement relève davantage d'une administration sectorisée des «violences urbaines» que d'une politique sociale élargie.⁸ Même s'il y a toujours eu quelque arbitraire à opposer «répression» et «prévention», la sanction, désormais, n'est plus simplement répressive: elle devient «la» mesure sociale préventive de tout désordre public. La politique judiciaire est ainsi repensée comme politique de sécurité par anticipation et politique de prévention sociale et morale.

Le plus étonnant dans l'histoire de cette transformation des schèmes mentaux et pratiques qui aboutissent à la constitution de la catégorie de « violence urbaine », n'est pas tant la naturalisation des comportements des groupes populaires les plus vulnérables, mais le recours à la sociologie et non plus à la psychologie comme c'était le cas dans la période antérieure à 1981. Il faut sans doute y voir la part d'héritage culturel des socialistes qui, plus que d'autres partis politiques, ont compté dans leurs rangs et parmi leurs conseillers des universitaires et des intellectuels, sinon férus de sociologie, du moins trouvant en elle les arguments scientifiques à opposer à leurs adversaires dans la concurrence pour l'analyse et l'action sur le monde social. Mais il est également la marque laissée par les différentes conjonctures traversées. La sociologie, parmi toutes les autres sciences sociales⁹, s'est trouvée en position d'offrir de nouveaux savoirs et sa-

8 Ce dont témoigne la visibilité sociale inaccoutumée des prises de position de commissaires de police, voir BOUSQUET (R.), *Insécurité: nouveaux enjeux*, Paris, L'Harmattan, 1999. BALLESTRAZZI (A.) avec la collaboration de P. Katz, Madame le Commissaire, Paris, Presses de la Cité, 1999. PELLEGRINI (C.), *Flic de conviction*, Paris, A. Carrière, 1999. FELKAY (M.), *Les interventions de la police dans les zones de violence urbaine*, Paris, L'Harmattan, 1999 et *Le Commissaire de tranquillité publique*, Paris, L'Harmattan, 1999. Commissaire Broussard, *Mémoires*, Paris, Plon, 1998.

9 L'absence de l'histoire est symptomatique du durcissement des catégories de pensée et de l'évidence que confère aux problèmes sociaux traités leur seule actualité médiatique et politique. Le recours à cette discipline aurait suffi pourtant, au moins intellectuellement, à montrer combien sont récurrents depuis la fin du XIX^e siècle les problèmes (et leur déploration) supposés devoir leur forme et leur urgence à un présent social déstructuré. Voir le processus de «marchandage collectif par l'émeute» décrit par E. Hobsbawm à propos de la classe ouvrière naissante perçue elle aussi comme dangereuse («The machine Breakers», in *Past and Present*, 1, 1952). Sur les «jeunes», voir PERROT (M.), «Dans la France de la Belle Époque, les «Apaches», premières bandes de jeunes», in *Les marginaux et les exclus dans l'histoire*, Paris, UGE, 1979.

voir faire à un monde politique et administratif désorienté par les nouveaux enjeux qu'il devait affronter (notamment la montée du Front national) et à un champ journalistique divisé entre une fraction forte de convictions politiques mais sans arguments intellectuels et une fraction intellectuelle désemparée politiquement et moralement. Cette offre interprétative, portée par des «hommes doubles», à la fois savants et experts, et s'inscrivant dans une internationalisation des connaissances, s'est d'abord vue traduite en une science camérale d'autant plus efficace qu'elle était aussi l'objet de productions scientifiques «autonomes», avant d'être réinvestie par de nouveaux venus plus enclins à répondre aux demandes institutionnelles.

Sous cet angle, le rôle joué par l'IHESI (Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure), créé en 1989 par PIERRE JOXE, a été essentiel: la plupart de ceux qui interviennent aujourd'hui sur «le problème des banlieues» et de «la violence» l'ont fréquenté. Cet institut a favorisé une rénovation intellectuelle de la police et de son image. Stratégie d'extension du domaine de compétence des techniques policières et volonté affichée de produire des politiques professionnalisées et sectorisées se conjuguent pour détrôner la Justice du terrain des réflexions sur la sécurité, supplanter l'Équipement dans l'analyse des désordres urbains et rivaliser avec les polices européennes et surtout celles des États-Unis perçues comme le *nec plus ultra* de la compétence en ce domaine. Mais l'IHESI (comme auparavant la Recherche Urbaine) a été aussi un lieu de recyclage des savoirs sociologiques, d'échanges interdisciplinaires (entre sociologues, politologues, policiers, préfets, maires) et d'importation de conceptions et de savoir faire pratiques, soit venus des États-Unis et élaborés pour contenir les émeutes raciales des ghettos noirs, soit inspirés du modèle canadien préconisant une «police communautaire» dont la police de proximité est le symbole. S'il a permis ainsi de «sociologiser» des savoirs policiers, il a permis aussi de «caméraliser» les recherches financées en les faisant répondre aux questions pratiques que se po-

sent les «décideurs» ou les «acteurs» de la sécurité.¹⁰ Pourtant, la fortune de la vision «policière» des désordres urbains dont témoigne l'usage élargi de la notion de «violences urbaines» tient davantage de la revanche symbolique que du succès pratique. La police n'en monopolise ni l'emploi ni surtout le traitement qui revient à la Justice, comme si elle avait travaillé sans le vouloir à préparer un terrain sur lequel ses concurrents les plus immédiats ne pouvaient que l'emporter.

10 Le sommaire des numéros des *Cahiers de la Sécurité intérieure* en donne un aperçu. Voir notamment «Jeunesse et sécurité», 5, 1991, «La gestion de la crise», 6, 1991, «Système de police comparés et coopération», 13 et 14, 1993, «Sécurité sans frontière», 1, 1995, «Les métiers de l'urgence», 22, 1995, «Maintenir l'ordre», 27, 1997, «Un péril jeunes?», 29, 1997. En témoignent également quelques exemples de travaux commandités par l'IHESI: GRÉMY (J.-P.), *Les violences urbaines: comment gérer et prévoir les crises dans les quartiers sensibles* (février 1996); MIDOL (A.), *Sécurité dans les espaces publics. 8 études de cas sur des équipements ouverts au public* (juin 1996); BAUER (A.), BRÉGEON (R.), *Grands équipements urbains et sécurité* (février 1997); GRÉMY (J.-P.), *Les Français et la sécurité: 3 sondages réalisés en 1996 sur l'insécurité et ses remèdes* (octobre 1997); AUBOUIN (M.), DELANNOY (F.), GRÉMY (J.-P.), *Anticiper et gérer les violences urbaines* (avril 1998).